

Un phénomène aux allures inquiétantes

La criminalité sévit et prend de l'ampleur

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4414 - Jeudi 1^{er} mars 2018 - Prix : 10 DA

Bordj Badji Mokhtar

4 contrebandiers arrêtés et 13 groupes électrogènes saisis

Page 24



SECURA 2018, 1er Salon International de la sûreté, de la sécurité et du feu Quand le privé conforte sa place dans la sécurité

Page 2

Ces grèves illimitées génératrices d'inégalité

Par Mohamed Habili

Parmi les enseignants du secondaire pour le moment en grève, depuis un mois pour les uns, bien plus pour les autres, combien y a-t-il qui pendant tout ce temps n'ont pas cessé soit de donner des leçons particulières, soit d'assurer des cours complets dans des établissements privés ? La réponse à cette question pourrait peut-être expliquer pourquoi les grèves depuis maintenant plusieurs années sont interminables dans le secteur de l'éducation. Dans le principe, un salarié en grève a droit à la sympathie de l'opinion. Parce que formée dans son écrasante majorité de salariés comme lui, celle-ci est tout disposée à le comprendre, et même le cas échéant à le soutenir. Mais ces salariés sont d'autant plus portés à sympathiser avec lui qu'ils le supportent dans la même situation qu'eux lorsqu'eux-mêmes n'ont d'autre choix que d'entrer en grève pour faire valoir leurs droits. L'opinion par contre n'hésiterait pas à se désolidariser de travailleurs en grève dans le secteur public, qui dans le même temps pointent à l'heure dans le secteur privé. Elle y voit là plus qu'une tricherie, une tromperie, plus qu'une faute professionnelle, une faute d'éthique, pour ne pas dire une faute morale. L'enseignant émargeant dans deux secteurs différents ne débraye que dans l'école publique, jamais dans l'école privée. Deux mois de retard dans une année scolaire, on a beau faire vite ensuite, ça ne se rattrape pas vraiment.

Suite en page 3

Place au rattrapage des cours et à la réhabilitation des enseignants radiés

Le Cnapeste se résout enfin à arrêter sa grève



Après le débat qui a duré jusqu'à trois heures du matin, le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation a décidé de suspendre la grève. Cette décision intervient suite aux orientations du Président Bouteflika concernant le renforcement du dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux et la réhabilitation des enseignants radiés.

Lire page 2

Participation de la femme dans la vie politique

L'Algérie accueillera en mars une conférence internationale

Page 3

3^e Festival d'Annaba du film méditerranéen

«Les 7 remparts de la citadelle» de Ahmed Rachedi en avant-première

Page 13

Place au rattrapage des cours et à la réhabilitation des enseignants radiés

Le Cnapeste se résout enfin à arrêter sa grève

Après le débat qui a duré jusqu'à trois heures du matin, le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation a décidé de suspendre la grève. Cette décision intervient suite aux orientations du Président Bouteflika concernant le renforcement du dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux et la réhabilitation des enseignants radiés.

Par Thinhinene Khouchi

L'intervention du Président Abdelaziz Bouteflika dans la crise qu'a connue le secteur de l'Education a porté ses fruits. Selon le coordinateur du Cnapeste, Salim Moulha, «son syndicat a décidé, à l'issue de sa session extraordinaire de deux jours, de mettre fin à la grève nationale illimitée enclenchée par les enseignants depuis le 30 janvier». Cela intervient après la décision du Président Bouteflika, prise mardi, de réintégrer les enseignants licenciés par le ministère de l'Education nationale. Dans une déclaration, ce coordonnateur national a affirmé que le Cnapeste avait examiné les questions objet de litige entre le Conseil et le ministère, lesquelles sont à l'origine du mouvement de protestation. Il demande, entre autres, la satisfaction de ses revendications socioprofessionnelles, à leur tête la mise en œuvre des procès-verbaux signés entre les responsables du ministère de l'Education, notamment le procès-verbal du 19 mars 2015.



Pour sa part, la justice a déclaré «illégale» la grève enclenchée par ce syndicat. Selon les chiffres avancés dimanche dernier par certains quotidiens nationaux, quelque 4 000 enseignants grévistes auraient été licenciés. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, avait affirmé mardi que «toutes les mesures adéquates seront prises afin de réin-

tégrer les enseignants licenciés, et ces derniers sont en mesure d'introduire un recours auprès des directions de l'Education dont ils relèvent. Les recours seront examinés par une commission paritaire». La première responsable du secteur a rassuré, vers la fin de la semaine dernière, les élèves et leurs parents que toutes les mesures avaient été prises pour garantir leur droit

constitutionnel à l'éducation, en tenant compte du principe d'équité et d'égalité des chances. Pour rappel, une source du ministère de l'Education nationale avait indiqué que plus de 3 400 enseignants grévistes ont rejoint leurs postes lundi et mardi passés, portant ainsi le nombre global des enseignants ayant repris leur travail à 7 213 et ce, depuis la grève illimitée

déclenchée par le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste), précisant que le nombre est en croissance d'un jour à l'autre. La commission paritaire de la wilaya de Blida a «entamé l'examen de 138 recours formulés par les enseignants révoqués pour abandon de poste», ajoute la même source. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a assuré, dans la matinée de mardi sur sa page Facebook, que toutes les mesures appropriées seront prises «dans les plus brefs délais» pour la réintégration des enseignants licenciés, réaffirmant que les portes «sont ouvertes» pour tous les enseignants désireux de déposer un recours auprès des directions de l'éducation. Elle a précisé que «cette mesure intervient suite à la compréhension par le ministère de la situation des enseignants et conformément aux orientations du président de la République concernant le renforcement du dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux».

T. K.

SECURA 2018, 1er Salon International de la sûreté, de la sécurité et du feu

Quand le privé conforte sa place dans la sécurité

Inauguré avant-hier, le 1^{er} Salon international de la Sûreté, de la Sécurité et du Feu (SECURA) qui se tient à au Palais des Expositions (Safex-Alger), avec la participation de plus de 50 exposants dont le ministère de la Défense et la DGSN, a connu hier un grand engouement des professionnels du domaine de la sécurité et de la lutte contre les incendies.

Les organisateurs de cette manifestation «la plus importante base de réunion au Maghreb qui veille à regrouper les professionnels et opérateurs en matière de sécurité des infrastructures et des personnes», se sont donnés l'objectif de regrouper les professionnels du domaine de la sécurité et de la lutte contre les incendies et à favoriser l'échange de connaissances et d'expertises entre les différentes parties chargées de garantir la sécurité des personnes, des biens et structures. Ainsi pour ce qui est des corps de sécurité, les principaux équipements et techniques utilisées notamment en matière sécuritaire, la lutte contre la cybercriminalité y ont été présentés.

Rencontré au deuxième jour de la tenue du salon de la Sécurité dont la clôture est prévue pour aujourd'hui, Abdelhamid Kerroud, consultant en sécurité, chercheur universitaire et ex-colonel à la Gendarmerie nationale, estimera que ce premier événement du

genre, « est une opportunité pour l'échange d'expertise entre les opérateurs nationaux et internationaux dans les différents volets que comporte le domaine de la sécurité notamment celui relevant de sécurité informatique, industrielle, des biens et des services et le gardiennage ». En outre, pour l'ex-colonel de la Gendarmerie nationale, « c'est également une occasion pour faire découvrir aux investisseurs du secteur l'attractivité du marché national en la matière, ainsi que l'expérience avérée des entreprises algériennes dans ce domaine qu'est la sécurité et la prévention ». Un domaine soulignera-t-il, qui en premier lieu est certes « une mission régalienne de l'Etat, ce dernier s'est progressivement dessaisi d'une parcelle de souveraineté dans le domaine de la « sûreté-sécurité » après avoir fortement incité les entreprises à se protéger par elles-mêmes contre des risques et menaces de toutes natures. Les temps ont en effet changé, l'Algérie comme plusieurs pays dans le monde, a légué d'une certaine manière cette mission au profit du secteur privé notamment en ce qui concerne le gardiennage et autres multiples prestations telle que la sécurité incendie, convoyage de valeurs, sécurité des salles de spectacles, des stades, détection et renseignement, sécurité des bases et des sites industriels et économiques,



souvent adossées aux nouvelles technologies de surveillance à distance», expliquera le consultant en sécurité. Toutefois, ajoutera-t-il « si la privatisation de la sécurité est une tendance mondiale à l'ère de la mondialisation et de la globalisation, il n'en demeure pas moins que l'Etat reste le premier pilote de la sécurité ».

Par ailleurs, à propos de l'expérience algérienne en la matière, AB2S, société algérienne d'intégrateur de solutions de sécurité à usage industriel et bancaire, est une parmi les entreprises nationales présentes à ce SECURA 2018. Aussi, Karim Ould Ali, directeur général de AB2S, société algérienne d'intégrateur de solutions de sécurité à usage industriel et bancaire, dira que son entreprise, outre

d'opérer sur la sécurité des sites pétroliers et gaziers du pays, ajoutera que « depuis 20 ans sa société assure à ses clients la disponibilité et la pérennité de leurs systèmes de sécurité en intégrant des actions préventives et correctives sur leurs installations ». Récemment poursuivit-il, « AB2S eu à intervenir également avec le ministère de l'intérieur, grâce aux solutions de sécurité qu'elle offre, sur le passaport biométrique, la fabrication de carte d'identité nationale biométrique à Laghouat. La AB2S intervient aussi avec l'Imprimerie officielle pour la création et la sécurisation des documents relatifs au permis de conduire, régit par le CNI (Centre national d'identité). De son côté, pour Imad Benmaalem, directeur de GSPNS (Gardiennage Protection

Nord-Sud), « ce premier salon international organisé par l'Algérie, sous l'égide du ministère de l'Intérieur, dédié à la sécurité d'une manière générale, est un événement de grande importance dans la mesure où il regroupe près d'une centaine d'opérateurs en la matière ». Ainsi, parlant de son domaine d'activité, il évoquera la sécurité électrique et gardiennage. Il s'agit d'une activité réglementée, indiquera-t-il, dans laquelle interviennent plus de soixante opérateurs agréments à l'instar de Secura et Sécurité 2000. A ce sujet, soulignant «l'importance et la sensibilité de cette activité », il relèvera que toutes ces sociétés auront été passées au crible avant de pouvoir bénéficier d'un agrément.

Lynda Naili

Un phénomène aux allures inquiétantes

La criminalité sévit et prend de l'ampleur

■ La criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogue, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre.

Par Meriem Benchaouia

La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétude des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, comme en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogue, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. En effet, les cas enregistrés par les éléments de la gendarmerie à travers le territoire national et les faits journalièrement exposés dans les colonnes des quotidiens nationaux d'information démontrent l'ampleur du fléau. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les autorités mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, trente-cinq individus ont été arrêtés et 3 688 comprimés psychotropes ainsi qu'une quantité de drogue ont été saisis à travers le territoire national par les forces de police de différentes sûretés, indique



un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. Selon la même source, les opérations de recherches menées par les forces de police des sûretés de wilaya d'Aïn Témouchent et de Tamanrasset ont permis l'interpellation de 5 individus suspects impliqués dans divers délits et la récupération de 1 210 comprimés psychotropes. Dans le même contexte, les forces de la police judiciaire d'Aïn Témouchent ont intercepté, lors d'un point de contrôle au lieu-dit Sidi Ben Adda, un véhicule à son bord un individu suspect en possession de 386 grammes de cannabis traité. Les forces de police de la Sûreté d'Alger ont effectué récemment, de leur côté, des descentes dans plusieurs quartiers de la capitale, lesquelles se sont soldées par l'arrestation de près de 5 000 suspects impliqués dans des affaires de détention et de

consommation de stupéfiants et de port d'armes blanches prohibées, en janvier dernier, et saisi plus de 11 kg de cannabis, a indiqué un communiqué des mêmes services. Selon la même source, 3 564 affaires traitées en janvier dernier se sont soldées par l'arrestation de 4 935 suspects ayant été déferés devant les juridictions compétentes, dont 1 924 affaires de détention et de consommation de stupéfiants, outre l'arrestation de 341 suspects pour port d'armes blanches prohibées et de 2 670 autres impliqués dans diverses affaires. Concernant les affaires traitées, 437 sont liées à l'atteinte aux biens et 720 autres à l'atteinte aux personnes. Pour ce qui est du port d'armes blanches prohibées, 341 affaires traitées se sont soldées par l'arrestation de 341 individus ayant été présentés aux juridictions compétentes, dont 50 ont été

placés en détention provisoire. Au chapitre de la lutte contre les stupéfiants, 1 732 affaires ont été traitées, impliquant 1 924 individus, avec saisie de 11 111 kg de cannabis, 31 569 comprimés psychotropes, 76,18 grammes de cocaïne, 6,1 grammes d'héroïne, 15 comprimés de type ecstasy et de 10 comprimés de «Subitex», relève le même communiqué. Par ailleurs, les forces de police des sûretés de Tiaret et d'El Oued ont mené, pour leur part, des opérations de recherches dans plusieurs quartiers, donnant lieu à l'interpellation de «deux individus suspects impliqués dans divers délits : détention de stupéfiants, comprimés psychotropes, armes blanches, et la récupération de 763 comprimés psychotropes, 5 508 unités de boissons alcoolisées une quantité de cannabis traité et d'armes prohibées».

M. B.

Participation de la femme dans la vie politique

L'Algérie accueillera en mars une conférence internationale

L'Algérie présentera son expérience et celles d'autres pays sur la participation de la femme à la vie politique nationale, lors d'une conférence internationale qu'elle abritera les 17 et 18 mars prochain, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement. Des progrès en ce qui concerne la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décision publique, ont été certes, enregistrés, ces dernières années. Cette conférence est sans doute une occasion pour l'Algérie pour apporter un éclairage sur la participation des femmes à la vie politique et au processus de prise de décision. Elle permettra aussi aux pays qui y participent de dégager les problématiques soulevées et contribuera à dessiner les orientations

des futures étapes pour mieux présenter la femme et lui accorder la place qu'elle mérite. Selon le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Noureddine Ayadi, lors des travaux de la 37^e session du Conseil des droits de l'Homme qui se tient à Genève, «l'Algérie organisera en mars prochain avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement, dont il me plaît de saluer l'accompagnement et le soutien, une conférence internationale où seront exposées son expérience et celles d'autres pays sur cette question», a indiqué M. Ayadi. Depuis la dernière session de mars dernier, l'Algérie a connu deux rendez-vous électoraux sous la supervision d'une autorité indépendante dans laquelle siègent, à parité, des magistrats

et la société civile, a-t-il rappelé. Il a noté, à ce propos, que de ces scrutins, il ressort notamment la présence de 35 partis politiques représentés à l'Assemblée nationale populaire et l'élection de 121 femmes sur les 462 sièges, soit un taux de 26,19%, de même que les résultats des élections locales dont l'élection de 4 132 femmes dans les 1 541 communes et les 48 wilayas (préfectures) du pays. Evoquant les progrès réalisés par l'Algérie en la matière, M. Ayadi a relevé qu'il s'agit, à l'évidence, d'une juste consécration de la participation de la femme à la vie politique nationale, résultat d'une volonté et d'une orientation politique convaincue et souverainement assumée.

Ainsi donc, progressivement et en toute conscience, l'Algérie

enregistre des acquis notables et irréversibles dans la voie ambitieuse de la matérialisation des droits de l'Homme au moyen de la promotion du pluralisme démocratique, du développement humain, de l'accès aux droits fondamentaux comme l'alimentation, l'éducation, la santé, l'emploi ainsi que la garantie de revenus décents à ses citoyens, a-t-il ajouté.

L'Algérie insiste toujours à fournir un accès équitable des femmes à l'activité politique, ainsi que l'adoption de mesures transitoires spécifiques pour garantir une représentation plus importante des femmes dans les Assemblées élues, la large sensibilisation et la lutte contre les stéréotypes prévalant sur la participation politique des femmes.

Louiza Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Ces grèves illimitées génératrices d'inégalité

Suite de la page une

Mais pas pour tous les élèves dont les enseignants sont en grève. Ceux dont les parents sont assez aisés pour leur payer des cours particuliers, ou pour les envoyer dans une école du soir, ou quasiment dans une école parallèle, ceux-là n'accuseront pas de retard. Si bien qu'une grève dure, une grève longue, comme celle qui a marqué cette année, dont à ce jour on ne sait d'ailleurs si elle va s'arrêter ou se poursuivre, ne pénalise que les élèves issus des familles pauvres. A une inégalité de départ, due à l'origine sociale, s'ajoute une deuxième inégalité, due quant à elle aux retards accumulés pour fait de grèves illimitées; en réalité des épreuves de force bien plus que des arrêts de travail. La ministre de l'Éducation a estimé dernièrement à deux années de perdues sur les dix années d'existence des syndicats autonomes dans l'enseignement pour cause de grèves. Ce qu'elle a passé sous silence, peut-être pour ne pas envenimer davantage la situation, c'est que ces deux années n'ont sans doute pas été perdues pour tous les élèves. Ici, il n'est même pas besoin de parler de droit de grève, que personne ne songe à mettre en cause. Mais d'une pratique syndicale aussi sauvage que douteuse qui sévit depuis des années, et dont il faut chercher à comprendre les ressorts. A ma connaissance, il n'y a que le Premier ministre pour faire allusion à ces enseignants jouant un double jeu : en grève dans le public, en activité dans le privé. Il est urgent d'amender la loi sur les conflits collectifs de façon à interdire cette duplicité, parce qu'elle ajoute de l'inégalité à l'inégalité. Il n'y aurait probablement pas besoin après cela d'interdire les grèves illimitées. Un enseignant devrait savoir que s'il est en grève, il ne peut pas dans le même temps dispenser des cours privés, sous peine de radiation de la Fonction publique. Quand il y a grève dans les autres secteurs, dans les transports en commun par exemple, ou n'importe où ailleurs, les désagréments qui en résultent sont supportés par tous les usagers. Mais quand il y a grève dans l'enseignement, il y a des élèves dont la scolarité est à l'arrêt, et c'est le cas de la majorité, qu'on peut voir aujourd'hui revenir chez eux le matin en longues files, parfois bruyantes, mais d'autres à qui les enseignements continuent d'être dispensés, comme si de rien n'était.

M. H.

Célébration de la Journée internationale de la femme

Exposition de femmes artisanes et soirée musicale à l'hôtel Sofitel

■ Comme chaque année, le temps d'une journée, les femmes algériennes sont mises à l'honneur.

Par Thinhinene Khouchi

A l'occasion de la Journée Internationale de la femme, le 8 mars, un après-midi festif et convivial entouré d'art et d'artisanat, avec notamment une exposition collective de femmes artisanes suivi d'une soirée musicale sera organisé à l'hôtel Sofitel, Alger.

La journée de la femme est une journée de lutte pour les droits et l'égalité, en principe, une journée où il faut rendre toute sa dignité à la femme, et ce partout dans le monde, mais n'est-ce pas un combat que de la montrer dans un autre aspect, celui de son savoir-faire, de son

Accidents de la route 240 morts et 2 633 blessés en un mois

DEUX cent quarante personnes ont trouvé la mort et 2 633 autres ont été blessées dans

1 944 accidents de la circulation, enregistrés au niveau national durant janvier dernier, a indiqué mercredi un bilan du Centre national de la prévention et de la sécurité routière (CNPSR). Par rapport à janvier 2017, le bilan de janvier 2018 a connu une «hausse» du nombre des accidents de la circulation avec 2,32% et du nombre des blessés avec 1,07%, contre un «recul» du nombre de décès avec 1,07 %, a précisé la même source.

Quatre morts avant-hier à Tighennif

Quatre personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la route, survenu sur le chemin de wilaya n° 12, entre les communes de Tighennif et Sidi Kada, a-t-on appris mercredi auprès des services de la protection civile de la wilaya de Mascara. L'accident s'est produit, mardi soir, aux environs de 20 heures, à proximité du douar Alalma, relevant de la commune de Tighennif lorsqu'un véhicule à bord duquel se trouvaient les victimes avait violemment percuté un arbre, après avoir dérapé suite à la crevasse d'un de ses pneus. Une femme et son fils ont péri sur place alors que deux hommes ont succombé à leurs blessures, après avoir été évacués au service des urgences médicales chirurgicales de Tighennif. Une cinquième victime, grièvement blessée, est actuellement hospitalisée au niveau du même établissement sanitaire. **G. H.**



talent de créativité, de la mettre à l'honneur comme femme fondatrice, talentueuse et innovatrice. Selon les organisateurs de cette journée, «cet événement est dédié à la femme artiste, artisanne, créatrice de mode qui fait de notre pays une fierté.

Un espoir et démontrer

qu'avec elle de grandes choses peuvent évoluer et tout cela avec la joie et la bonne humeur qu'un tel événement peut procurer». En effet, comme chaque année, le 8 mars, les femmes sont mises à l'honneur, et à l'occasion de la Journée internationale de la femme, la femme de culture

Assia Orif organise un après-midi festif et convivial entouré d'art et d'artisanat, avec notamment une exposition collective de femmes artisanes.

Selon Assia Orif «le happening débutera à partir de 12h, il est possible également de déjeuner». Elle indique que les

convives seront entourées de musique, de danse et de chant, ainsi que deux défilés de modes qui revisitent les tenues algériennes par de grands couturiers et stylistes à l'hôtel Sofitel Alger.

La soirée sera clôturée par une tombola.

T. K.

Vieux bâti des ksour

Session de formation de jeunes aux métiers de restauration

Une vingtaine de jeunes de Ghardaïa bénéficient d'une session de formation dans des métiers de restauration et de réhabilitation de l'habitat traditionnel, en prévision du lancement des travaux de restauration et d'aménagement du vieux bâti menaçant ruine des ksour du M'zab, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de la Culture. Initiée par l'association de jeunes «El-Amel» de Béni-Isguen, en coordination avec l'Office de protection et préservation de la vallée du M'zab (OPVM) et l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle «Mohamed Cherif Messaâdia» de Ghardaïa, cette session de formation d'une semaine vise la réhabilitation des métiers de l'architecture du M'zab et des matériaux de construction locaux notamment la pierre, le gypse «Timchemt» ainsi que le bois fabriqué à partir des troncs de palmiers, a précisé à l'APS le chargé du patrimoine à la direction de la Culture, Mohamed Alouani. Cette session de formation s'appuie sur un savoir-faire inégalé et les tradi-

tions locales séculaires en matière de patrimoine matériel du M'zab qui reflète la grandeur d'un passé architectural glorieux, a expliqué M. Alouani, insistant sur la nécessité de restaurer le bâti menaçant ruine des ksour, en reproduisant l'original afin de respecter les œuvres de nos aïeux classées patrimoine mondial de l'humanité. De son côté, le président de l'association «El-Amel», Youcef Mekenine, a expliqué que cette opération de formation, qui s'inscrit dans le cadre d'une convention entre l'OPVM et les services de la formation professionnelle, vise outre à inculquer aux jeunes artisans les techniques de restauration et de réhabilitation du vieux bâti classé et de promouvoir l'employabilité des jeunes dans les métiers de restauration, en prévision du lancement des programmes de réhabilitation et de sauvegarde des monuments et autres cadres bâtis de la région classée patrimoine universel. Cette formation, qui sera sanctionnée par des diplômes délivrés par les services de la formation professionnelle permet-

tant aux jeunes stagiaires de prendre part aux différents programmes de réhabilitation des sites et monuments historiques de la région, est encadrée par un panel de spécialistes en la matière, dont des architectes de l'OPVM, des enseignants universitaires et des formateurs des secteurs de la Culture et de la Formation professionnelle, a fait savoir M. Mekenine. Durant cette session de formation qui s'achève au début du mois de mars, des cours de travaux pratiques au niveau du ksar de Béni-Isguen, classé par l'Unesco monument historique et datant du 15^e siècle, appuyés par des manuels pédagogiques sur les techniques de restauration et de réhabilitation du vieux bâti élaborés à l'initiative de l'OPVM, seront dispensés pour permettre aux stagiaires de s'adapter aux techniques de restauration et de consolidation des édifices, le traitement et la réhabilitation de deux maisons menaçant ruine. Haut lieu d'architecture traditionnelle, la région du M'zab, composée de cinq ksour (villes fortes) fondés dès le 10^e siècle

et serpentés par une vallée, classée patrimoine mondial en 1982, est très courtisée par de nombreux touristes pour son architecture traditionnelle, ses remparts et les places du marché de chaque ksar, ajoutés aux belles mosquées qui surplombent la vallée. Cet important site, «véritable école d'architecture», édifié pour une vie communautaire respectueuse de la sociologie locale, connaît une dégradation de jour en jour du fait des vicissitudes du temps, de la cruauté des intempéries, et des effets de l'Homme, entachant le passé prestigieux du M'zab et constituant une préoccupation majeure des instances nationales et internationales dans le but de le sauver et de le réhabiliter. A cet effet, la vallée du M'zab a été également classée par les pouvoirs publics comme «Secteur sauvegardé», en promulguant le 04/06/2005 un décret exécutif n° 05/209 qui permet l'élaboration d'un plan de sauvegarde en conformité avec la loi sur le patrimoine 04/98 du 15/07/1998 signale-t-on.

Sarah Y.

Tizi Ouzou/Souk El-Thenine et Maatkas Près de 2 000 foyers raccordés au gaz naturel

PRÈS de 2 000 foyers seront raccordés au gaz naturel en cette fin de mois de février dans les communes de Maatkas et Souk El-Thenine (25 km au sud de Tizi Ouzou), a annoncé hier,

la distribution locale de l'électricité et du gaz dans un communiqué. Inscrit dans le cadre du programme de raccordement en gaz naturel de la wilaya de Tizi Ouzou, quelque 1 911 foyers

seront raccordés au gaz naturel sur une longueur réseau de plus de 47 km, a précisé la même source. Il s'agit des habitants des villages de Tadjediout et Tizi Tzouguert (560 foyers),

Ilekane Agouni Bouffel (1 091 foyer) et Ighil Boulkadi (260 foyers) et qui peuvent désormais profiter du confort que leur offre cette précieuse énergie.

Hamid M.

Malgré l'augmentation des prix

Hausse de la consommation d'essence

■ La consommation de l'essence normale et sans plomb a augmenté durant l'année 2017 en dépit de la hausse des prix de ces carburants, apprend-on auprès de l'Autorité de régulation des hydrocarbures. Ainsi, le volume utilisé de l'essence sans plomb par les conducteurs a grimpé à 1,43 million de tonnes (Mt) en 2017 contre 1,36 Mt en 2016 (+5,4%).

Par Hassina H.

La même tendance a été suivie pour l'essence normale dont le pompage a atteint 1,18 Mt contre 1,16 Mt (+1,8%). Par contre, la consommation de l'essence super a connu une baisse pour s'établir à 1,53 Mt en 2017 contre 1,75 Mt en 2016 (-12,4%). Concernant le gas-oil, sa consommation a diminué de 2,3% en s'établissant à 10,08 Mt contre 10,32 Mt. Pour le GPL/carburant, il a connu un essor substantiel avec une consommation de 456.978 tonnes en 2017 contre 351.571 tonnes en 2016, en hausse de près de 30%. En totalité, la consommation globale des carburants a atteint 14,68 millions de tonnes (Mt) en 2017 contre 14,94 Mt en 2016, soit une baisse annuelle de 1,7%. Concernant les opérateurs qui interviennent dans la distribution de gros de ces carburants sur le marché national, ils sont au nombre de dix (10). Il s'agit de Naftal et de neuf (9) opérateurs privés (Petrobaraka, Petroser, GBS, Petrogel, Galaolil, Alpetro, Hamdi Petroleum, Propal et Stpp). Pour rappel, les prix à la pompe des carburants toutes taxes com-



prises (TTC) appliqués en 2017 avaient augmenté à 32,69 DA/litre pour l'essence normale, à 35,72 DA/litre pour l'essence super, à 35,33 DA/litre pour l'essence sans plomb, à 20,42 DA/litre pour le gas-oil, alors que

le GPL/carburant est resté inchangé à 9 DA/litre. En 2017, la facture d'importation des carburants s'est chiffrée à près de 1,6 milliard de dollars (2,96 millions de tonnes de carburants importés) contre 1,35 milliard de dol-

lars (3,06 millions de tonnes) en 2016. Afin de réduire la facture d'importation des carburants, un programme d'investissements a été entamé pour renforcer les capacités actuelles de production des raffineries, qui sont de

11,5 millions tonnes/an de carburants. Il s'agit du projet de réhabilitation et de rénovation de la raffinerie de Sidi R'cine (Alger) dont la capacité de production en gasoil devrait passer de 737 000 tonnes/an à 1,18 million de tonnes/an, et une capacité de production d'essence passer de 400 000 t/an à 1,3 million de tonnes/an alors que celle du GPL devrait passer de 88 700 t/an à 270 000 t/an. En outre, des appels d'offres devraient être lancés au cours de cette année pour la réalisation des raffineries de Hassi Messaoud dont l'entrée en production est prévue pour 2022 avant d'être suivie de celle de Tiaret, avec une capacité de production de 5 millions de tonnes/an pour chacune. Pour diminuer la consommation de l'essence, un programme de conversion de véhicules au GPL/c a été lancé il y a quelques années, qui vise à convertir 500 000 véhicules à l'horizon 2021 sachant que le nombre de véhicules convertis au GPL/c a été de 60 000 en 2017 contre 43 000 en 2016 et 24 700 en 2015. Le parc national des véhicules compte actuellement plus de six millions d'unités.

H. H./APS

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à près de 65 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 64,99 dollars le baril, contre 65,18 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze (14) types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Mardi, les cours pétroliers ont chuté alors que le dollar reprenait de la vigueur dans un marché prudent à la veille de la publication hebdomadaire sur les stocks américains. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a terminé à 66,63 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 87 cents par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a cédé 90 cents pour clôturer à 63,01 dollars. Mercredi, les cours pétroliers étaient également orientés à la baisse en Asie, les investisseurs redoutant de nouveau la surabondance de l'offre après des estimations d'une hausse des réserves américaines de brut. Ainsi, le baril de Brent, référence européenne, également pour livraison en avril,

cédait 40 cents à 66,23 dollars, tandis que le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en avril, perdait 31 cents à 62,70 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Pour rappel, la fédération privée American Petroleum Institute (API) a estimé mardi que les réserves américaines avaient augmenté de 933 000 barils au cours de la semaine qui s'est achevée le 23 février, ce qui tend à signaler une baisse de la demande au sein de la première économie mondiale. De son côté, le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis, Souhail al-Mazrouei, qui assure la présidence tournante de l'Organisation des pays exportateurs de pétro-

le (Opep), a affirmé mardi s'attendre à un marché pétrolier mondial équilibré cette année. L'Opep avait dans son dernier rapport, revu à la hausse la croissance de l'offre non-Opep pour 2018, croissance qui devrait atteindre 1,4 million de barils par jour (mbj) (contre une croissance de 1,15 mbj attendue le mois dernier) pour atteindre une offre totale moyenne de 59,26 mbj. L'Opep a souligné que «la hausse de la production aux Etats-Unis demeure préoccupante» alors que l'organisation s'est associée à dix autres producteurs, dont la Russie, pour limiter leur production et rééquilibrer le marché mondial. Cet accord a été prolongé à deux reprises et

doit actuellement durer jusqu'à fin 2018. En janvier dernier, l'Opep et ses partenaires ont réduit leur production au-delà de leurs engagements, atteignant un taux de conformité «exceptionnel» de 133%, selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC). Toutefois, ce Comité a noté «la volatilité récente du marché» tout en soulignant «l'importance de la vigilance et la nécessité d'éviter toute complaisance». Le JMMC a également précisé que «les performances n'étaient pas uniformes et que la conformité était renforcée par plusieurs pays surperformants», et a donc «exhorté

tous les pays participants à poursuivre et, dans la mesure du possible, à intensifier leurs efforts collectifs et individuels afin d'accélérer le rééquilibrage» du marché. Il a affirmé qu'il s'efforcera tout au long de l'année 2018, de maintenir ou de dépasser la conformité totale de tous les pays participants à l'accord. A noté que 14 pays de l'Opep ont pompé en janvier, un total de 32,30 mbj, soit une diminution de 8 000 barils par jour par rapport à décembre 2017, selon des sources indirectes.

Hani G.

Changes à Londres

L'euro recule face au dollar

L'euro baissait légèrement mercredi face au dollar alors que le taux d'inflation annuel de la zone euro a légèrement ralenti en février. Ce matin l'euro valait 1,2218 dollar contre 1,2233 dollar mardi soir. La monnaie unique européenne restait en recul face à la devise japonaise, à 130,82 yens pour un euro contre 131,30 yens mardi soir. Le billet vert demeurait en retrait de la même manière face à la monnaie nipponne, à 107,06 yens pour un dollar contre 107,33 yens la veille. Le taux d'inflation

annuel de la zone euro a légèrement ralenti en février à 1,2%, contre 1,3% en janvier, a annoncé mercredi l'Office européen des statistiques Eurostat dans une première estimation. Ce taux, qui est identique à celui attendu par les analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset, s'éloigne un peu plus de l'horizon des 2,0% souhaité par la Banque centrale européenne (BCE). Pour atteindre son objectif d'inflation, la BCE risque de devoir maintenir son programme

très accommodant, ce qui rend l'euro moins rémunérateur et moins attractif pour les investisseurs. A l'inverse, le dollar a profité mardi de la première audition en tant que président de la Fed de Jerome Powell par la Commission des services financiers de la Chambre des représentants. «Il a adopté un ton prudent, mais confiant», a commenté un analyste. «Ses commentaires ont renforcé l'idée que la Fed relèverait ses taux en mars, et a fait grimper les spéculations sur quatre hausses des taux aux

Etats-Unis en 2018», contre trois hausses prévues actuellement, a ajouté la même source. La monnaie chinoise évoluait en légère baisse face au billet ce matin, à 6,3273 yuans pour un dollar contre 6,3169 yuans pour un dollar la veille. L'once d'or valait 1.320,44 dollars, contre 1.325,75 dollars au fixing de mardi soir. Le bitcoin valait 10.555,25 dollars contre 10.755,90 dollars mardi soir, selon des chiffres compilés par le fournisseur de données financières Bloomberg.

R E

Oran

Livraison de 900 logements sociaux à Es-Sénia en fin d'année

■ La livraison du programme de 900 logements sociaux à «Haï Cheklaoua», une agglomération urbaine située à l'entrée sud de la ville d'Oran, est prévue pour la fin de l'année courante, a-t-on appris du chef de daïra d'Es-Sénia.

Par Lyes B.

Initié dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP), ce programme d'habitat de type public locatif connaît un taux d'avancement des travaux appréciable avoisinant les 80%, a indiqué Bouhaït El Amri, expliquant que ce programme de 900 logements sociaux est destiné au relogement des familles de la ville d'Oran, détentrices d'une décision de pré-affectation.

Le chef de daïra d'Es-Sénia a fait part également part du programme de 2 000 logements publics locatifs (LPL) en cours de réalisation à Ain El Beïda, assurant que le taux d'avancement des travaux est de 75%. Selon le même responsable, il

est prévu la réception au mois de mars prochain de 40 logements de type public aidé (LPA) à Haï Es-sabah (Sidi Chahmi), un quota relevant du programme de 350 logements de l'Agence de régulation foncière de la wilaya d'Oran, citant également un programme de 4 100 logements promotionnels publics implantés au niveau du site «Hayat Regency» relevant de la commune de Sidi Chahmi.

Ce programme, en voie d'achèvement sera livré l'été prochain, a-t-il annoncé. Le chef de daïra a annoncé la relance prochaine d'un programme de 600 logements publics locatifs à Ain El Beïda.

Ce programme inscrit à l'indicatif de l'OPGI était à l'arrêt depuis deux ans et demi. Le bilan de la daïra d'Es-Sénia fait état du lancement d'un nouveau programme de logements de type public aidé de 120 unités dans la commune d'El Kerma au titre de l'année 2018. Au sujet de l'éradication des bidonvilles,



Bouhaït El Amri a cité l'exemple du CUMO (Es-Sénia), un site d'habitat spontanée où étaient

érigées 752 baraques en violation de la loi sur l'urbanisme, sans donner aucune date pour le

relogement des familles déjà recensées.

L. B/APS

Mascara 2 000 aides supplémentaires à l'habitat rural

LA WILAYA de Mascara a bénéficié de 2 000 aides à l'habitat rural supplémentaires au titre de l'année 2018, augmentant leur nombre à 5 000, a indiqué le wali, Mohamed Lebka. Présidant les travaux du conseil de l'exécutif, le wali a fait savoir que le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a accordé, la semaine dernière, 2 000 aides supplémentaires à l'habitat rural qui s'ajoutent aux 1 000 dont a bénéficié la wilaya en janvier et 2 000 en décembre dernier. Il sera procédé prochainement à la distribution de 3 000 aides à l'habitat rural après l'achèvement de l'opération de 2 000 aides en janvier dernier réparties à travers les communes selon les besoins. Le wali de Mascara a ajouté que le gouvernement a accordé une autorisation à la wilaya pour le retour au système d'habitat ruraux groupés pour les bénéficiaires ne disposant pas de foncier pour réaliser leurs maisons. Chaque groupe comprend plus de 20 habitations. Il a chargé l'inspection générale de la wilaya à enquêter sur les plaintes déposées à propos des listes des bénéficiaires d'aides à l'habitat rural, soulignant que toute liste non conformes sera annulée. D'autre part, M. Lebka a annoncé que le ministère des Travaux publics et des Transports a décidé, après la visite du ministre du secteur dans la wilaya la semaine dernière, de consacrer des enveloppes budgétaires pour prendre en charge les points noirs à travers les routes dont ceux de glissement de terrain dans certains axes routiers. R.R.

Jijel/ Pénétrante autoroutière Djenjen-El Eulma

650 millions de dinars pour le paiement des créances du chantier

Un montant de l'ordre de 650 millions de dinars sera mobilisé pour le paiement des créances du groupement algéro-italien chargé de la réalisation de la pénétrante autoroutière reliant le port de Djenjen (Jijel) à la ville d'El Eulma (Sétif), a affirmé le wali de Jijel, Bachir Far. Cette opération inscrite dans le cadre des orientations du gouvernement visant le remboursement des entreprises algériennes et étrangères qui détiennent des créances sur l'Etat permettra de «redynamiser la cadence des travaux de ce chantier», a précisé le chef de l'exécutif local, en marge

d'une réunion consacrée au dossier du développement local. Rappelant que la pénétrante autoroutière reliant le port de Djenjen à la ville d'El Eulma englobe, dans son tronçon passant par Jijel, la réalisation de 22 ouvrages d'art et un tunnel de 1 800 mètres sur un relief accidenté, le même responsable a mis en avant l'apport de ce projet structurant dans le développement de la région. La réalisation de la pénétrante autoroutière Djenjen-El Eulma, lancée en août 2013 a été confiée par, l'agence nationale des autoroutes (ANA) au groupement algéro-italien

composé de Rizzani de Eccher, ETRHB Haddad et Sapt pour un montant de 1,65 millions d'euros pour un délai de 36 mois, selon les services de la wilaya. Ce projet qui s'étale sur une distance de 110 km, 2x3 voies se veut un maillon fort de la stratégie autoroutière et permettra de relier le port de Djenjen à l'autoroute Est-Ouest à partir de l'échangeur d'El Eulma en traversant les wilayas de Jijel sur 45 km, Mila sur 10 km et Sétif sur 55 km, ont encore rappelé les mêmes services.

Hocine A.

Illizi

Plusieurs travaux de réhabilitation de l'aérodrome «Zarzaïtine» d'In-Amenas

Divers travaux sont menés pour la réhabilitation des infrastructures de l'aéroport international «Zarzaïtine» d'In-Amenas, afin d'y améliorer les prestations, a-t-on appris auprès de la Direction des travaux publics (DTP) de la wilaya d'Illizi. L'opération, pour laquelle a été allouée une enveloppe de 3,5 milliards DA dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance, porte sur la

réhabilitation de la piste principale de 3 200 sur 60 mètres, la réalisation d'une nouvelle piste secondaire de 1 340 mètres, ainsi que l'extension et la réfection du parking-avion, a précisé le DTP, Soumaâ Naâmane. Livrable à la fin mars prochain, l'opération devra permettre de meilleures conditions d'accueil des vols dans cet aérodrome, a-t-il souligné. Des travaux similaires ont

été achevés au niveau de l'aéroport international «Tiska» de Djanet (420 km sud d'Illizi), et une opération de même type est projetée pour celui de Takhemalt à Illizi, a ajouté le DTP qui fait état de l'élaboration d'une étude pour la réalisation d'un aéroport dans la commune de Bordj Omar Idriss (700 km nord d'Illizi), en attendant l'inscription du projet. Inspectant les travaux à l'aéroport

«Zarzaïtine» à In-Amenas (250 km d'Illizi), le wali, Aïssa Boulahya, a appelé à l'accélération du rythme de réalisation afin de réceptionner le projet dans les délais fixés. La wilaya d'Illizi compte actuellement trois infrastructures aéroportuaires à Illizi, In-Amenas et Djanet, et un projet en voie à Bordj Omar Idriss, en plus de petits destinés aux vols de la Sonatrach, a-t-on fait savoir. T.K.

Mila

Attribution «prochainement» de 1 200 logements publics locatifs

Le centre de facilitation des petites et moyennes entreprises (PME) d'El Bayadh a contribué, durant l'année 2017, à l'accompagnement de neuf projets d'investissement dans divers domaines, a-t-on appris lors d'une journée d'étude sur les perspectives des PME. Les responsables du centre de facilitation, organisateur de cette rencontre sous le slogan «Structures soutenant des projets ambitieux», ont annoncé que cinq projets ont été évalués dans les secteurs de l'industrie, les services et l'agricultu-

re. Trois projets ont été lancés parmi les projets évalués. Il s'agit de ceux d'un hôtel à Labiodh Sidi Cheikh, d'une minoterie au chef-lieu de wilaya et d'une station service. Les trois projets devront assurer, une fois mis en service, 93 postes d'emploi au profit des jeunes de la région. Le centre prend en charge l'accompagnement des projets d'investissement à partir de l'idée jusqu'à la concrétisation et assure une consultation nécessaire aux jeunes promoteurs, en plus d'opportunités de formation dans plusieurs domaines

dont celui de la gestion des entreprises. Les interventions ont abordé, lors de cette rencontre, les avantages offerts aux porteurs de projets, la gestion des entreprises, l'importance du management dans le développement des PME. Les ateliers de formation ont aussi traité le mode de création des micro-entreprises. Les travaux de cette journée d'étude ont regroupé des représentants de différents dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes ainsi que des jeunes porteurs de projets. APS

42^e anniversaire de la proclamation de la RASD

Solidarité renouvelée au peuple sahraoui

Plusieurs organisations internationales et des militants pour la défense des droits de l'Homme ont exprimé à Smara, aux camps des réfugiés, leur solidarité avec le peuple sahraoui, réitérant leur soutien total est inconditionnel au combat des Sahraouis pour l'indépendance et la liberté, lors des festivités du 42^e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Par Sara H.

Les célébrations qui se sont déroulées en présence du président sahraoui, Ibrahim Ghali, et des invités venus de plusieurs pays dont l'Algérie, l'Afrique du Sud et l'Espagne, ont coïncidé avec la décision de la Cour européenne de justice qui représente «une nouvelle victoire», aux niveaux régional, continental et international, en faveur de la question du Sahara occidental.

Libye L'ONU déplore les conditions précaires des déplacés de Taouarga

LA MISSION de l'ONU en Libye (Manul) a déploré les «conditions précaires» dans lesquelles se trouvent des milliers de Libyens qui sont empêchés depuis plusieurs semaines de rentrer dans leur ville de Taouarga. Les habitants de Taouarga veulent «exercer leur droit légitime» de rentrer dans leur ville d'où ils ont été chassés en 2011, a indiqué la coordinatrice humanitaire de l'ONU en Libye, Maria Ribeiro, citée par un communiqué. «Ils sont bloqués en plein air dans des conditions climatiques difficiles et sans accès aux services de base depuis plus de trois semaines», a-t-elle déploré. Suite à la récente signature d'un accord prévoyant un retour à Taouarga de ses habitants, des centaines de familles avaient pris la route le 1^{er} février en direction de chez eux, mais elles avaient été bloquées aux entrées de la ville par des groupes armés de Misrata opposés à l'accord. Depuis, elles campent dans des tentes installées par les agences de l'ONU dans des secteurs à une vingtaine de kilomètres de Taouarga, dans l'attente que de nouvelles négociations, engagées par la mairie de Taouarga et le Gouvernement d'union nationale (GNA) qui joue le rôle de médiateur, aboutissent. M^{me} Ribeiro a exhorté les autorités libyennes à garantir à ces familles «un retour volontaire, sécurisé et digne», pour qu'elles ne soient pas «otages de la crise politique qui sévit dans le pays». «Les autorités libyennes ont la responsabilité principale de fournir protection et assistance humanitaire (...) ainsi que les mesures de déminage des ex-zones de guerre à Taouarga», toujours selon le communiqué.

R. M.

Dans ce contexte, le représentant du Comité national de solidarité avec le peuple sahraoui (Cnasp), Ammari Tahar-Eddine, s'est dit soulagé de la décision de la Cour de justice de l'UE (Cjue), renouvelant la solidarité avec ce peuple dans sa lutte pacifique et légitime pour l'autodétermination et l'indépendance. La Cjue a déclaré mardi l'accord de pêche conclu entre l'UE et le Maroc «valide» dans la mesure où cet accord n'est pas applicable au Sahara occidental et aux eaux territoriales sahraouies. «Nous sommes soulagés de cette décision concernant l'Accord de pêche entre le Maroc et l'UE, et nous exprimons toujours notre solidarité au peuple sahraoui pour défendre leur droit à l'autodétermination», a déclaré M. Ammari en marge des festivités commémoratives. Le représentant du Comité algérien a souligné le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, appelant les Nations unies à mettre un terme aux violations des droits de l'Homme transgressés par l'occupant marocain. Pour M. Ammari, la décision de la Cjue, qui coïncide avec la proclamation de l'Etat sahraoui, confirme une nouvelle fois que le territoire sahraoui ne fait pas partie du territoire marocain et que le Maroc n'a aucune souveraineté sur le Sahara occidental, qui demeure la dernière colonie en Afrique. «Toute exploitation des ressources naturelles est contraire à toutes les règles du droit international et donc non-conforme, donnant le droit au peuple sahraoui d'user de toutes les procédures au niveau du droit international en vue de mettre fin aux exploitations illégitimes de ces ressources naturelles», a soutenu M. Ammari.

Engagement continu pour une cause juste



Présent aux festivités célébrant l'anniversaire de la proclamation de la RASD, le premier secrétaire auprès de l'ambassade sud-africaine en République sahraouie, Amzi Bota, a affirmé la position et le soutien indéfectible de son pays à la cause sahraouie. Il a, à ce propos, rappelé les valeurs humaines, rendant hommage à l'ancien dirigeant sud-africain, prix Nobel, Nelson Mandela, qui portait un message de paix et de liberté. Nous voulons que ces valeurs soient adoptées par les instances internationales en vue de résoudre ce conflit, a-t-il dit. Pour sa part, le représentant du Comité international de solidarité avec le Sahara occidental, Pepe Tabwata, a réitéré son soutien au peuple sahraoui jusqu'à l'obtention de son indépendance, regrettant la position des pays européens de soutenir le Maroc

dans sa colonisation qui pratique les formes les plus atroces et le pillage de ses ressources naturelles et viole les droits de l'homme les plus élémentaires. «Notre solidarité avec le peuple sahraoui est grandissante et notre soutien est indéfectible aux populations des territoires occupés», a dit M. Tabwata, appelant les Sahraouis à poursuivre le chemin de la lutte pacifique pour la libération et l'indépendance du Sahara occidental, soulignant que cet engagement sacré, «nous ne pouvons l'abandonner quelles que soient les conditions et les circonstances». Il a, également, affirmé que son organisation ne cessera pas de soutenir et d'aider les Sahraouis dans leur combat juste jusqu'à ce qu'ils recouvrent tous leurs droits légitimes. Plusieurs autres représentants d'organisations et associations espagnoles, ont estimé,

pour leur part, que les nouvelles décisions juridiques que ce soit en Afrique du Sud ou au niveau de l'Union européenne, représentent «une avancée importante» sur le chemin de lutte politique et diplomatique, qualifiant la décision de la Cour de justice européenne de «victoire remportée par la RASD», et dont l'écho retentira à tous les niveaux. «Nous sommes proches plus que jamais de l'indépendance et nous devons poursuivre nos efforts», a-t-on rassuré. Les festivités commémoratives du 42^e anniversaire de la proclamation de la RASD, devront prendre fin mardi, journée durant laquelle le président sahraoui, Ibrahim Ghali, devra inaugurer un établissement culturel pour l'artisanat, et assistera également à la finale de la Coupe de la RASD de football.

S. H./APS

Maroc

Akhbar al-Yaoum dénonce «espionnage» et «pressions» sur les journalistes

Le quotidien marocain indépendant Akhbar al-Yaoum, dont le directeur a été arrêté, a assuré que des caméras avaient été placées dans ses locaux pour espionner les salariés en s'inquiétant de «pressions» pour l'incriminer. Des «dispositifs d'espionnage» ont été placés dans les bureaux du quotidien à Casablanca (ouest) et certains journalistes ont «subi des pressions» pour porter plainte contre Taoufiq Bouachrine, qui fait face à des charges très graves, écrit le journal dans son édition de mardi. Parmi ces «pressions», des «menaces de diffusion de photos d'ordre privé», affirme Akhbar al-Yaoum, qui s'inquiète d'«évolutions dangereuses» observées dans cette affaire. Dans le long article signé de la rédaction, les instigateurs de ces méthodes supposées ne sont pas identifiés.

«Les médias qui dérangent sont menacés, les journalistes espionnés et des photos relatives à leur vie privée peuvent être utilisées contre eux», souligne le texte. Taoufiq Bouachrine doit comparaître le 8 mars pour «traite d'êtres humains», «violences sexuelles», «abus de pouvoir à des fins sexuelles», «viol et tentative de viol» et «attentat à la pudeur avec violence». Des chefs d'accusation rejetés en bloc par le collectif du journal et la défense. Il restera en détention jusqu'à son procès. M. Bouachrine a été arrêté vendredi au cours d'une descente musclée menée par une vingtaine de policiers dans les locaux du quotidien. Cette descente dénoncée par plusieurs journalistes marocains s'inscrit, a-t-on indiqué, dans le cadre d'«une opération d'envergure visant à étouffer

toute voix libre». Bouachrine est connu pour ses critiques virulentes contre le pouvoir au Maroc. L'affaire a fait la une de plusieurs médias marocains et continue à susciter des salves de réactions. M. Bouachrine a déjà connu des ennuis judiciaires. Il a été condamné il y a un mois à verser l'équivalent de 40 000 euros à deux ministres pour «diffamation». En 2009, il avait été condamné à quatre ans de prison avec sursis et à des dommages et intérêts pour la publication dans son journal d'une caricature jugée irrespectueuse envers la famille royale et le drapeau national. Akhbar al-Yaoum («Les informations du jour») figure parmi les journaux les plus influents de la presse arabophone, notamment pour sa liberté de ton.

Amel N./Agences

Equip Auto Algeria

Le carrefour incontournable de la sous-traitance



Page animée par Ali Zidane

Fort de ses 12 éditions, Equip Auto Algeria est devenu la référence régionale des professionnels de la sous-traitance automobile et de l'industrie de l'aftermarket, en s'imposant, au fil des ans, comme un véritable facilitateur de business et une vitrine pour y découvrir des offres et des nouveautés.

Pendant 4 jours, l'industrie de la sous-traitance automobile et de l'aftermarket exposera aux 10 000 visiteurs professionnels attendus, l'ensemble de ses innovations, de ses produits et

de son savoir-faire. Equip Auto Algeria rassemble ainsi l'offre la plus large et la plus complète de matériels, équipements, produits et services pour les professionnels de la maintenance et de la réparation de véhicules (ateliers de réparation-carrosserie, importateurs, grossistes, revendeurs, gestionnaires de flottes et prestataires de services à l'automobile, etc...)

Le dynamisme du secteur de la sous-traitance automobile en Algérie et les multiples opportunités qu'offrent ce développement industriel, Equip Auto Algeria réunira cette année près

de 280 exposants, avec plus de 70% d'exposants étrangers issus d'une vingtaine de pays, dont 3 auront des pavillons nationaux ou une participation officielle : Chine, Pologne, Turquie. Bon nombre d'entre elles ont émis le souhait de trouver des partenaires algériens et d'y investir dans un cadre de partenariat mixte.

On notera, parmi les exposants présents à cette édition, des entreprises leaders de la scène internationale, ainsi que les principaux importateurs et fabricants algériens de pièces de rechange et de matériels de garage aux côtés des grands fournisseurs.

Cette année encore, le salon enregistre une participation record des sous-traitants algériens, avec près de 15% du nombre total des exposants. Ce chiffre, en nette augmentation par rapport à l'année dernière, confirme l'adhésion des opéra-

teurs économiques à la nouvelle politique industrielle en Algérie. Le renouveau du secteur de l'industrie automobile est bel et bien amorcé et Equip Auto Algeria est devenu le rendez-vous de la sous-traitance en Algérie.

Le salon accueillera le ministère de la Formation professionnelle, à travers son Institut d'Es

Senia. Pour rappel, la wilaya d'Oran, a été retenue par le ministère de tutelle, comme wilaya-pilote pour développer une main-d'œuvre spécialisée dans les métiers de la filière automobile. Cet institut s'inscrit dans une démarche qui vise à la promotion de ces spécialités.

Sovac Production

Une délégation de sous-traitants espagnols en visite à l'usine de Relizane



Une vingtaine de sous-traitants a séjourné hier et aujourd'hui à Relizane, à l'invitation de Sovac Production, en étroite collaboration avec Seat et Volkswagen Group. Cette délégation de haute importance a été conduite par Ziegler Klaus, vice-président de Seat, chargé des achats. M. Ziegler a accompagné il y a un mois, le président de Seat, qui était en visite en Algérie pour promouvoir la vision et la stratégie de Volkswagen Group pour l'Algérie et son important positionnement dans la région Afrique et Mena.

Cette rencontre, première du genre, intervient dans le cadre de la prospection des futurs équipementiers qui s'installeront autour de l'usine Sovac Production et répondant aux exigences du cahier des charges sur l'industrie automobile qui stipule l'obligation, aux producteurs nationaux, d'assurer un taux d'intégration locale de 15%

à la troisième année de production et 40% dès la cinquième année.

La délégation est composée de différents profils industriels de la filière pièces de rechange. Parmi les sociétés présentes, on retrouve des spécialistes de la plasturgie, de l'électronique, des fabricants de pièces thermoplastiques et biens d'autres domaines.

Les différents responsables de ces institutions ont développé l'ensemble des avantages offerts par l'Algérie pour les investisseurs étrangers et la nouvelle stratégie de gouvernement pour le développement de la filière de la sous-traitance automobile. Selon le chef de cabinet du ministre de l'Industrie et des Mines, présent à ces travaux, l'Algérie encourage cette activité à forte valeur ajoutée. M. Oulmi Mourad, P-DG de Sovac Production a énuméré l'ensemble des avantages dont peuvent bénéficier les équipementiers qui souhaitent s'installer en Algérie. L'Algérie offre un marché local de minimum 100 000 véhicules, mais aussi permettra à ces sous-traitants d'exporter leurs pièces au Groupe Volkswagen.

Un terrain de 50 ha est déjà prêt à accueillir les premiers sous-traitants. Sovac Production se prépare déjà à cette perspective en se lançant dans l'aménagement des espaces dédiés à l'activité de sous-traitance, épargnant aux futurs investisseurs toutes les procédures administratives leur permettant de démarrer l'activité industrielle en un temps réduit. Il est à noter que Sovac Production procédera à la signature de plusieurs protocoles d'accord avec certains de ces sous-traitants, dans les prochaines semaines.

Automotor France au Salon Equip Auto Algeria

Renforcer la présence par le lancement d'une nouvelle gamme



Automotor France est un fidèle du salon Equip Auto Algeria qui se tient du 26 février au 1^{er} mars 2018, au Palais des Expositions de la Safex à Alger. Cette année, Automotor France annonce à l'occasion du salon le renforcement de sa marque AF avec le lancement d'une nouvelle gamme de vanes EGR, la première grande réunion Amerigo International qui concrétise l'avancée du projet avec un premier échange entre les partenaires et les fournisseurs, la présentation en avant-première du

nouveau catalogue Reliable et le renforcement de la gamme AF avec le lancement d'une nouvelle gamme vanes EGR et électro vanes, a souligné Olivier van Ruymbeke, président d'Automotor France. Lancée sur Equip Auto Algeria 2017 avec son offre freinage, la marque AF s'enrichit d'une nouvelle gamme de pièces techniques. Celle-ci couvrira d'ici juin 2018, les familles de vanes EGR, thermostats et capteurs notamment. «*Dès aujourd'hui, nous présenterons une gamme de 71 références de*

vannes EGR et électrovannes. Elle est taillée sur mesure pour les marchés émergents, ou la demande en pièces et documentation technique est en augmentation permanente. Pour nous, Equip Auto est le premier rendez-vous annuel avec le marché algérien. Il s'agit du principal moment où nous pouvons être en vis-à-vis avec tous nos clients et les réparateurs», précise Sylvain Abergel, directeur commercial Afrique, Turquie, Royaume-Uni et Benelux. «*Equip Auto est pour nous synonyme de convivialité et de communion avec les professionnels de la réparation. Le salon nous permet de voir tout le monde, ce qui est impossible en temps normal tant le pays est vaste*», souligne Sylvain Abergel. Les équipes Automotor France seront présentes avec un stand G8 de 55 m² et une session de formation quotidienne organisée du 26 février au 28 février, destinée aux réparateurs visitant le salon.

Amerigo International

Toute première réunion partenaires/fournisseurs



Automotor France a réuni au Sofitel d'Alger une quinzaine de partenaires Amerigo International, des distributeurs d'Afrique du Nord ayant déjà montré leur intérêt à l'entrée dans le capital d'Amerigo International par la signature d'une lettre

d'intention. Il s'agit de la première étape précédant la création de la société prévue au 2^e semestre 2018.

«*Au-delà du fort intérêt suscité par Amerigo International en Afrique du Nord et particulièrement en Algérie, nous sommes heureux et fiers de réunir pour la toute première fois nos futurs actionnaires et fournisseurs à Alger, à l'occasion d'Equip Auto*», souligne Olivier van Ruymbeke. «*Le plan de marche Amerigo est respecté : à ce jour 29 partenaires dans le monde, opérant dans 19 pays, ont validé leur intérêt à entrer dans le projet Amerigo International*». Pour rappel, Amerigo International est le nom de code qui désigne le projet d'une inédite société de services et de référencement dédiée aux marchés émergents.

«*Amerigo International est un projet nouveau de société internationale fonctionnant en réseau*», explique Olivier van Ruymbeke. «*Elle a pour vocation de se nourrir à la fois des attentes et des besoins de nos clients comme de l'expérience incomparable acquise par les équipes d'Automotor France qui les accompagnent depuis 40 ans sur les marchés émergents. Automotor France en sera l'actionnaire majoritaire, mais nous souhaitons ouvrir le capital d'Amerigo International à nos partenaires distributeurs avec lesquels nous avons tissé des liens de confiance depuis tant d'années*». Les pays émergents, où qu'ils se trouvent, partagent des besoins communs auquel la société de services internationale Amerigo International va répondre.



Yémen

Washington, Londres, Paris et Berlin condamnent l'Iran

■ Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne «condamnent» mardi l'Iran pour avoir violé l'embargo sur les armes, imposé par l'ONU au Yémen, dans un communiqué publié au lendemain d'un veto russe à une résolution dénonçant Téhéran.

Par Rosa C.

Dans un rapport récent, les experts de l'ONU chargés de l'application de cet embargo ont conclu que l'Iran n'avait pas pris les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture notamment de missiles et de drones de fabrication iranienne présumée aux rebelles Houthis au Yémen. Ces experts précisent toutefois dans leur rapport n'avoir pas été en mesure d'identifier les responsables de ces transferts d'armes, ni leur cheminement. Pour Washington, Londres, Paris et Berlin, il s'agit clairement de Téhéran. Pour Moscou, aucune preuve n'existe en ce sens, ne justifiant en conséquence pas une position du Conseil de sécurité contre l'Iran qui ouvrirait la voie à des sanctions. L'Iran a toujours démenti fournir des armes aux Houthis. Lundi, à l'occasion du renouvellement annuel de

l'embargo sur les armes, les Occidentaux ont tenté en vain d'inclure dans le texte une incrimination de Téhéran. La Russie a eu recours à son droit de veto et seul un texte renouvelant pour un an l'embargo sur les armes au Yémen a été adopté. «Nous saluons le rapport final» des experts publié le 15 février, soulignent les Occidentaux dans leur communiqué diffusé par la mission diplomatique américaine auprès de l'ONU. «Nous exprimons conjointement notre grande préoccupation» face à ses conclusions et «condamnons la non-application» des obligations de Téhéran qui «met en jeu sérieusement la paix et la stabilité dans la région», précise le communiqué. «Nous appelons l'Iran à arrêter immédiatement toutes ses activités contraires ou qui violeraient» l'embargo sur les armes de l'ONU décrété en 2015, ajoute le texte. «Depuis trois ans, le comportement des États-Unis

et de la Grande-Bretagne au Conseil de sécurité de l'ONU est nuisible et équivaut à légitimer les agresseurs au Yémen», a critiqué le ministère des Affaires étrangères iranien dans un communiqué. «Malheureusement, [le] comportement et les positions des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France [...] revient à adresser un mauvais message et à dédouaner les responsables [de la crise yéménite] parce que ces pays, en tant que premiers soutiens et fournisseurs d'armes meurtrières contribuent de façon importante à attiser l'agression de l'Arabie saoudite qui continue au Yémen», ajoute le ministère. A la tête d'une coalition militaire arabe, Ryad mène depuis mars 2015 des bombardements réguliers au Yémen contre les rebelles Houthis, qui sont entrés dans la capitale Sanaa en septembre 2014. Les États-Unis réclament depuis plusieurs mois au Royaume-Uni, à la France et à l'Allemagne de prendre avec Washington des mesures contre



l'Iran pour limiter son influence au Moyen-Orient et son programme d'armement balistique. A défaut de quoi, les États-Unis menacent de tirer un trait sur l'accord nucléaire international conclu en 2015 pour éviter que Téhéran ne se dote de l'arme

atomique. Le président républicain Donald Trump voue aux gémonies cet accord conclu par son prédécesseur démocrate Barack Obama, ardemment défendu par Londres, Paris et Berlin.

R. C.



Points chauds

Suicide

Par Fouzia Mahmoudi

Si Jean-Marie Le Pen a quitté la présidence du Front national il y a quelques années déjà, il n'a jamais pourtant réussi à se défaire de sa possessivité vis-à-vis du mouvement qu'il a créé il y a plus de quarante ans. C'est ainsi que ces dernières années le FN a été au cœur de polémiques et de scandales plus ou moins grands causés par son fondateur. Des éclats qui éclairaient sur l'incapacité de Jean-Marie Le Pen de véritablement passer le flambeau et de profiter de sa retraite. Loin de là, il a plutôt préféré compliquer la tâche à sa fille, qui lui a succédé, et qui a dû rapidement prendre la difficile décision de l'exclure du mouvement frontiste, pour que ses débordements ne soient plus reprochés au FN auquel Marine Le Pen tente depuis sa prise de pouvoir de donner une certaine respectabilité. Et cette dernière peut aujourd'hui respirer alors que son père a annoncé qu'il a renoncé à assister au prochain congrès du parti. «Je ne me rendrai pas à Lille parce que je ne veux pas me rendre, si peu que ce soit, complice de l'assassinat du Front national qui va s'y dérouler», a déclaré lundi sur RTL le cofondateur du parti d'extrême droite, exclu en 2015 pour avoir tenu de nouveaux propos polémiques sur la Shoah. Il avait pourtant menacé de venir au congrès en recourant si besoin à la «force publique». L'eurodéputé, qui ne se représentera pas aux européennes de 2019 et a présidé le FN depuis sa création en 1972 jusqu'à l'élection de sa fille en 2011, va avoir 90 ans en juin. «Il se déplace difficilement. Il ne va pas lancer une nouvelle formation politique ni tenter un coup de force physique voué à l'échec», estime le politologue Jean-Yves Camus. D'autant que sa fille, seule candidate à sa succession, est assurée d'être réélue présidente du FN. Pour le spécialiste de l'extrême droite, «l'opposition de Jean-Marie Le Pen est médiatiquement gonflée», car plusieurs militants de longue date comme lui sont quand même candidats au comité central (parlement) du FN, ce qui montre «une continuité» dans le parti sur ses dossiers fétiches, immigration et insécurité. Si Jean-Marie Le Pen a baissé les bras, il n'a pas de mots assez durs sur sa fille. «Marine vient de subir une présidentielle et des législatives décevantes», «peine à faire sa rentrée» avant un congrès qui «s'annonce houleux». «Elle est assez punie comme cela pour qu'on ne l'accable pas.» Jugeant «excessif» le terme de «parricide», il estime par ailleurs que la stratégie de sa fille, qui veut faire du FN un parti de gouvernement et d'alliances, est «un suicide». Pourtant, Marine Le Pen semble au contraire ces derniers mois revenir vers une version du FN plus proche de l'original, après que sa dédicalisation du parti ait échoué à lui ouvrir les portes de l'Élysée ou tout du moins à lui offrir un score suffisant pour faire de son mouvement le premier parti d'opposition. F. M.

Xi Jinping président à vie, une incertitude pour le monde

En Chine, le président Xi Jinping décrochera dans quelques jours le feu vert pour se maintenir au pouvoir à vie: un possible facteur d'inquiétude pour le reste du monde, même si l'impact sur les relations avec l'Occident restent difficiles à prédire, selon des analystes. Le Parti communiste chinois (PCC) vient d'appeler à modifier la Constitution pour y supprimer la limite de deux mandats présidentiels de cinq ans. Cela permettrait à M. Xi, arrivé à la tête de l'État en 2013, d'y rester au-delà de 2023. «Il a désormais énormément de pouvoir. Mais on ne sait pas vraiment comment il compte l'utiliser», résume Kerry Brown, directeur de l'Institut Lau China au King's College de Londres. «Si c'est pour répondre aux défis auxquels la Chine est confrontée, alors c'est positif. Sinon, cela risque d'être extrêmement problématique». La montée en puissance de Pékin suscite parfois l'appréhension, en raison de ses revendications en mer de Chine méridionale, de l'ouverture en 2017 de sa première base militaire à l'étranger (à Djibouti), ou encore de son influence grandissante en Occident. Xi Jinping a initié l'un des plus grands programmes d'infrastructures et de commerce de l'histoire: les «Nouvelles routes de la soie». Un projet de 1 000 milliards de dollars qui suscite un grand intérêt - mais aussi la suspicion sur les intentions chinoises. En Chine, la

perspective d'une présidence illimitée de Xi Jinping a été célébrée par la presse officielle comme un gage de «stabilité». «Si l'on dirige le pays pendant une très longue période, les relations avec l'étranger seront stables et prévisibles», argumente Wu Xinbo, expert de la politique américaine à l'université de Fudan, à Shanghai. L'abrogation de la limite de mandats sera très probablement adoptée par l'Assemblée nationale populaire (ANP), le parlement chinois soumis au PCC, dont la session annuelle débute lundi. En Russie, où le président Vladimir Poutine est ancré au sommet de l'État depuis 17 ans, les réactions ont été globalement positives, selon Alexander Gabuev, expert de l'Institut Carnegie à Moscou. Si des observateurs locaux ont affiché leur inquiétude face à un possible retour de l'autoritarisme en Chine, le Kremlin estime que le «maintien au pouvoir de Xi au-delà de 2023 est une bonne chose», notamment à l'heure où «les relations avec l'Occident se dégradent toujours plus chaque mois», estime M. Gabuev. Depuis l'élection à la présidence américaine de Donald Trump, Pékin tente de combler le vide laissé par Washington après son retrait de traités commerciaux et de l'accord de Paris sur le climat. «Mais obtenir d'un organe législatif totalement inféodé au régime l'autorisation de devenir autocrate à vie n'est pas de nature à forcer le res-

pect des dirigeants de pays démocratiques», estime Orville Schell, de l'institut Asia Society basé à New York. Un Xi Jinping surpassant pourrait être ainsi mal perçu en Australie, en Nouvelle Zélande ou aux États-Unis, où l'influence croissante de Pékin inquiète déjà de nombreux parlementaires. La Maison-Blanche, interrogée sur le sujet, a botté en touche, notant que la décision «revient à la Chine». Le président chinois se montrera probablement plus ferme en matière de politique étrangère, prédit Bonnie Glaser, analyste au Centre pour les études stratégiques et internationales à Washington. Avec son pouvoir incontesté, Xi Jinping devrait de plus en plus être entouré de courtisans qui n'oseront pas émettre d'opinion dissonante. «C'est peu probable qu'il bénéficie d'avis et de conseils équilibrés et objectifs. Il pourrait être victime d'un excès de confiance», s'inquiète M^{me} Glaser. Cela pourrait notamment déboucher sur une affirmation «encore plus forte» des prétentions territoriales de Pékin face à ses voisins dans les mers de Chine méridionale (Vietnam, Philippines, Malaisie) et orientale (Japon), estime-t-elle. La prolongation de mandat «suscite encore davantage d'inquiétudes sur la Chine et ses intentions à l'étranger», souligne Eric Hundman, spécialiste des relations internationales à l'Université de New York à Shanghai.

3^e Festival d'Annaba du film méditerranéen

«Les 7 remparts de la citadelle» de Ahmed Rachedi en avant-première



■ Pas moins de 17 pays méditerranéens ont déjà confirmé leur participation à cette troisième édition placée sous le signe «la paix en Méditerranée» qui aura, cette fois-ci, la Belgique en qualité d'invité d'honneur.

Par Adéla S.

Le film «Les 7 remparts de la citadelle», du réalisateur algérien Ahmed Rachedi, sera projeté en avant-première à la troisième

édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM) prévu du 21 au 27 mars prochain, a-t-on appris mardi du commissaire du festival, Saïd Ould Khelifa.

Dans une déclaration à l'APS,

le commissaire du FAFM a révélé que pas moins de 17 pays méditerranéens ont déjà confirmé leur participation à cette troisième édition placée sous le signe «la paix en Méditerranée» qui aura, cette fois-ci, la Belgique en qualité d'invité d'honneur.

Sur les 65 films devant être projetés au cours des sept jours du festival, 15 longs métrages seront en compétition pour remporter le «Anab d'or».

Cette édition permettra également au public cinéophile de découvrir les courts métrages réalisés à Annaba dans le cadre des ateliers de formation de la précédente édition du FAFM.

En plus des projections prévues à la cinémathèque, au théâtre régional Azzedine-Medjoubi et à la Maison de la culture Mohamed-Boudiaf, cette édition donnera lieu à des ateliers de formation en photographie et en réalisation, encadrés par des professionnels belges.

Ali T.

A. S./APS

Festival du film amazigh

«Imeksawen Iguenni», un documentaire sur les bergers du Djurdjura

«Imeksawen Iguenni», un documentaire de Abdenour Lacey en lice pour l'Olivier d'or, la plus haute distinction du Festival culturel national annuel du film amazigh (FCNAFA), dont la 16^e édition se tient à Tizi-Ouzou, aborde le métier de berger dans la montagne du Djurdjura.

Dans ce film de 18mn43, le réalisateur s'est intéressé à la vie de trois bergers qui mènent paître leurs troupeaux (moutons, vaches et chèvres) dans les pâturages du Djurdjura à plus de 1 000 mètres d'altitude. Des plans de bêtes broutant l'herbe fraîche, des bergers qui parlent de leur métier et de paysages de la montagne se succèdent pour rappeler cette pratique ancestrale reprise depuis quelques

années par des jeunes de la wilaya de Tizi-Ouzou, première à l'échelle nationale dans la production de lait cru de vache. Abdenour Lacey a aussi montré, dans son documentaire, le côté économique de cette activité en introduisant l'histoire d'un couple d'éleveurs du village Bou Abderrahmane, passionnés par ce métier qui pratique la traite à la main et qui ont ouvert chez eux une petite fromagerie artisanale pour la production de différents types de fromages bio (à pâte cuite, à pâte molle, à double crème, aux fines herbes).

Durant les débats, des intervenants ont relevé des problèmes techniques lors du montage, notamment concernant les bruits d'ambiance qui n'ont pas été supprimés, la

présence de plans sans commentaires et vides, d'autres ont préféré plus de détails sur le quotidien des bergers du Djurdjura, avouant être restés sur leur faim sur ce sujet.

Les projections se sont poursuivies mardi, dernier jour de compétitions, avec trois courts métrages et un long métrage.

La cérémonie de remise des prix a eu lieu hier mercredi au théâtre régional Kateb Yacine où sera décerné l'Olivier d'or aux meilleurs films en compétition pour cette 16^e édition du festival qui a mis en compétition 17 films, à savoir 3 longs métrages, 7 documentaires et 7 courts métrages.

Sétif

Ouverture samedi d'une rencontre sur la littérature koweïtienne

Une rencontre sur la littérature koweïtienne sera organisée samedi prochain à la maison de la culture Houari-Boumediene de Sétif, a-t-on appris du président de l'association culturelle «Nebras», Nabil

Ghandoussi. Cette rencontre littéraire, à l'initiative de l'association culturelle locale «Nebras» en coordination avec la direction locale de la culture, placée sous le patronage du ministère de la Culture, s'inscrit dans la cadre

d'une série de rencontres et d'activités culturelles et littéraires visant à dynamiser la scène culturelle dans la capitale des Hauts-Plateaux, a précisé la même source.

Ce rendez-vous ambitieuse

également de s'ouvrir sur les cultures arabes, en particulier celle des pays du Golfe et établir des «ponts de communication» entre les littératures algérienne et koweïtienne à travers la présentation des recherches et analyse

des universitaires algériens faites notamment sur les œuvres littéraires de l'écrivain D' Fahd Salem Al-Rashed, a-t-on encore détaillé.

Au cours de cette rencontre, D' Ibrahim Benmehia, de l'université Emir Abdelkader de Constantine, présentera une étude du livre «l'Emir Abdelkader dans les écrits de Fahd Salem Al-Rashed», note-t-on.

Des figures de la littérature algérienne d'expression arabe sont conviées à cette manifestation, aux côtés du président du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid, l'écrivain Fahd Salem Al-Rashed et un grand nombre d'étudiants du département de la langue arabe à l'université Ferhat-Abbas-Sétif 1, a affirmé M. Ghandoussi.

Ilham B.

Italie

Naples accueille une exposition d'œuvres d'art sur l'Algérie

Une exposition regroupant les œuvres de plusieurs plasticiens algériens s'ouvre vendredi à Naples (sud de l'Italie),

annoncent les organisateurs.

Intitulé «Algérie terre infinie - Nomadisme de pensée et de cœur», l'exposition, prévue jus-

qu'au 26 mars prochain, sera accueillie au «Castel dell'Ovo», plus ancien château de Naples symbolisant l'histoire et la culture

de cette ville millénaire.

Organisée par l'ambassade d'Algérie à Rome, l'exposition proposera, à travers «des formes et des images» soumises à la créativité des artistes, un retour sur les civilisations anciennes et contemporaines de «deux terres très proches dans les langages artistiques et dans leur histoire», indiquent les curateurs de l'exposition.

Parmi les artistes participant à cette exposition, Nadia Chekkoufi, Khaled Abdellah, Brahim Achir, Ahmed Bekhodja, Amor Dekkis, Abdelkader Houamel et Smail Zizi et l'Italienne Anna Shamira Minozzi

L'exposition «Algérie terre infinie - Nomadisme de pensée et de cœur» est organisée sous l'égide de la municipalité de Naples en collaboration avec le Conseil de la ville pour la Culture et le Tourisme, ainsi que l'entreprise italienne «Sphaerica Srl».

Racim C.

Tiaret

Lancement des rencontres culturelles périodiques

UNE SÉRIE de rencontres culturelles périodiques a été lancée mardi à la bibliothèque principale de lecture sous le slogan «rencontre écrivain et artistes».

La directrice de la bibliothèque a signalé le lancement de cette série de rencontres culturelles artistiques, organisées par le club culturel «Marhaba» dans le but de rapprocher la famille culturelle (écrivains et artistes) et créer une dynamique culturelle dans la wilaya de Tiaret.

Le directeur de la culture, Benali Amcha, a salué cette initiative qui constitue, selon lui, un espace pour faire connaître

des écrivains et des artistes locaux et nationaux, soulignant que les thèmes choisis de ces rencontres «collent à l'actualité».

La «rencontre écrivain et artiste», organisée mardi, a abordé le parcours de l'écrivain et historien Amar Belkhodja, natif de Frennda (Tiaret), qui a écrit 34 ouvrages et traité de l'histoire de chouhada et de personnalités algériennes dont l'ouvrage «Ali Maachi : art et combat» (1989).

Adoptant une démarche scientifique dans ses recherches sur des réalités et faits historiques, Amar Belkhodja a été nommé docteur Honoris causa de l'université «Ibn Khaldoun» de Tiaret en 2017.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle El-Mouggag (Alger)
Samedi 10 mars à 19h30 :
Concert de Marc Lavoine.

L'entrée est sur réservation (2 places maximum) à l'adresse :
chansonfrancaisemarclavoine2018.alger@if-algerie.com
Musée public national d'art moderne & contemporain d'Alger

Jusqu'au 5 mars :
1^{er} Salon du dessin d'Alger intitulé «Dessinez vos desseins».



Coupe arabe des clubs de football Ould Ali s'oppose au système d'invitation de l'UFAA

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports El Hadi Ould Ali a regretté mardi le nouveau système d'invitation décidé par l'Union arabe de football (UFAA) dans le choix des clubs devant prendre part à la Coupe arabe des clubs dans sa nouvelle formule, estimant que l'instance arabe aurait dû consulter la Fédération algérienne (FAF). «Je regrette la décision prise par l'UFAA de solliciter directement les clubs sans consulter au préalable la FAF. Je ne suis pas contre l'idée de voir nos clubs prendre part à une telle compétition, mais la moindre des choses aurait été de passer par la FAF, cette dernière est appelée à réagir à cette question», a affirmé le premier responsable du département ministériel, en marge des journées d'études consacrées à la thématique des pelouses des terrains des stades de football, leur choix et leur entretien, au complexe Mohamed-Boudiaf (Alger). Trente-deux équipes prendront part à la deuxième édition de la Coupe arabe des clubs, avait indiqué mardi der-

nier l'Union arabe de football (UFAA) à l'issue de la réunion de son comité exécutif à Ryadh (Arabie saoudite). L'USM Bel-Abbès, quatrième au classement de la Ligue 1 la saison passée, a été désignée par la Fédération algérienne de football pour représenter l'Algérie, alors que l'USM Alger et l'ES Sétif auraient été invitées par l'UFAA pour participer à ce tournoi qui devrait avoir lieu au Maroc. «L'USMBA a été désignée par la FAF, alors que l'UFAA a choisi deux autres clubs. Nous sommes vraiment devant une situation encore plus regrettable (...)», a poursuivi Ould Ali. Dans un premier temps, c'est l'ES Sétif, championne d'Algérie en titre et le CR Belouizdad, vainqueur de la Coupe d'Algérie, qui allaient participer à cette épreuve, prévue en juillet prochain, sauf que la FAF a décidé qu'aucun club ne prendra part à deux compétitions internationales lors d'une même saison, les Sétifiens étant engagés en Ligue des champions africaine et le Chabab en Coupe de la Confédération.

Athlétisme

Championnat régional juniors et seniors le 3 mars

UN CHAMPIONNAT régional d'athlétisme juniors et seniors filles et garçons aura lieu le 3 mars prochain au complexe sportif «Castors» d'Oran, a-t-on appris mardi auprès de la ligue organisatrice. Compétition d'une journée non-stop, organisée par la ligue oranaise d'athlétisme en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports, elle verra la participation de plus de 400 athlètes de 40 clubs représentant huit wilayas de l'Ouest, à savoir Oran, Béchar,

El Bayadh, Saida, Chlef, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès et Ain Témouchent. Le programme de cette phase régionale prévoit le déroulement de courses en sprint, demi-fond et fond, ainsi que les épreuves techniques de lancer et de saut. A l'issue de cette phase régionale, le premier dans chaque spécialité ainsi que les meilleures performances seront qualifiés à la phase finale du championnat d'Algérie hivernal, prévu le 23 et 24 mars dans la wilaya d'El Oued.

Athlétisme

Zekraoui s'inscrit dans une université aux Etats-Unis

LE SPRINTER algérien Mohamed Mehdi Zekraoui a donné un nouvel élan à sa jeune carrière sportive, en s'inscrivant lundi à l'Université du Riverside (Californie/Etats-Unis), selon ses proches. Le sociétaire de la Saoura «a signé un contrat longuement» avec ce Campus universitaire, fondé en 1954 et distant d'environ 97 km de Los Angeles, où «il se perfectionnera sur le plan sportif tout en poursuivant ses études», a-t-on encore appris de même source. Zekraoui est le détenteur du

record national sur 100m, qu'il avait établi lors des derniers championnats du monde des moins de 18 ans, disputé en 2017 à Nairobi (Kenya). Le jeune international algérien avait réussi un chrono de 10.59, améliorant ainsi son propre record national, qu'il détenait depuis les précédents championnats d'Afrique à Tlemcen, en 10.67. «Son choix pour les Etats-Unis n'a pas été fortuit», a indiqué l'entourage de l'athlète, selon lequel «ce pays est réputé pour être un des meilleurs en ce qui concerne le sprint».

Match amical

Portugal-Algérie aura lieu le 7 juin

Le Portugal affrontera l'Algérie le 7 juin prochain au Portugal en match amical, dans le cadre de sa préparation pour la phase finale de la Coupe du monde 2018, a annoncé mardi la Fédération portugaise de football (FPF) sur son compte twitter. Le lieu et l'heure de la rencontre seront communiqués prochainement, a précisé la même source. Ce sera la première confrontation entre le Portugal de

Cristiano Ronaldo et l'Algérie. Avant d'affronter les Verts, le Portugal, dirigé par le sélectionneur Fernando Santos, disputera un premier match amical contre la Tunisie le 28 mai prochain au Portugal et un second contre la Belgique le 2 juin, selon la FPF. Le Portugal figure dans le groupe B au Mondial 2018 en Russie (14 juin - 15 juillet) en compagnie de l'Espagne, l'Iran et le Maroc. Avant de croiser le fer avec le

Portugal, la sélection algérienne, dirigée par Rabah Madjer, disputera deux matchs amicaux en mars prochain face à son homologue tanzanienne, le 22 mars au stade du 5-Juillet d'Alger, et l'Iran le 27 mars à Graz (Autriche). En vue de ces deux tests amicaux, les Verts effectueront un stage du 19 au 27 mars au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger). Les Verts préparent les élimina-

Matchs avancés de la Ligue I Mobilis (22^e journée) Le leader en péril à Sétif

Le leader de la Ligue I Mobilis, le CS Constantine, sera en péril lors des matchs avancés de la 22^e journée en se rendant à Sétif où il croisera le fer avec l'Entente locale qui l'attendra de pied ferme.

Par Mahfoud M.

Ces matchs ont été programmés pour les clubs appelés à jouer les matchs de compétition africaine. Ayant repris goût à la victoire en venant à bout de l'US Biskra sur la plus petite des marges, les Constantinois aimeraient bien continuer sur cette lancée et revenir avec un résultat probant de leur déplacement à la capitale des Hauts-Plateaux. Seulement, ce ne sera pas une sinécure si l'on tient compte du fait que les Sétifiens sont toujours en course pour une place sur le podium et feront donc tout leur possible pour remporter les trois points du succès. Il est clair que la mission s'annonce délicate pour les protégés de Amrani, dont le match sera spécial ayant coaché l'ESS auparavant, mais ils feront quand même tout pour prendre les trois points du succès. La rencontre sera, sans aucun doute, passionnante et très disputée. L'USM Alger, auteur d'un nul face au Mouloudia d'Alger lors de la précédente journée, fera tout son possible pour se reprendre et ne pas décrocher de la course à une place hono-



Les Constantinois en conquérants à Sétif

nable, mais cela ne s'annonce pas sous de bons auspices pour elle avec ce déplacement à Biskra où l'USB a un besoin pressant de points. Les gars des Ziban sont décidés à jeter toutes leurs forces dans la bataille pour l'emporter et se rapprocher du maintien qui reste leur principal objectif. Les Rouge et Noir, eux, joueront la carte de la prudence et tenteront quand même de faire le forcing pour revenir avec le point du nul. Enfin, le CR Belouizdad reçoit l'O Médéa dans un match très impor-

tant, étant donné que le Chabab se doit de l'emporter pour continuer sur la même lancée après le nul à Béchar et auparavant le succès face à l'USB. M. M.

Le programme :

Jeudi 1 mars 2018 :

USB-USMA (16h)

CRB-OM (17h)

Vendredi 2 mars 2018 :

ESS-CSC (18h)

Quarts de finale de la Coupe d'Algérie

Le MCA pour atteindre le dernier carré

Le Mouloudia d'Alger aura fort à faire lors de son quart de finale de la Coupe d'Algérie de football qui l'opposera au MO Béjaïa ce vendredi au stade du 5-Juillet à Alger. Ayant atteint ce tour après s'être qualifié aux dépens du CRB, le doyen des clubs algériens souhaite atteindre la finale et pourquoi pas décrocher ce trophée qu'il a déjà eu à remporter à huit reprises. Les coéquipiers de Hachoud, le canonier du MCA, cherchent

donc à décrocher le neuvième trophée même s'ils savent que cela ne sera pas facile devant une formation accrocheuse comme le MOB. Deuxième au classement de la Ligue II, la formation bougiote qui cherche à revenir le plus vite possible en Ligue I ne souhaite pas s'arrêter en si bon chemin en Coupe et feront tout pour brouiller les cartes des Vert et Rouge. Dans le second match de cette journée, le petit poucet de la compétition, le CR Zaouia, reçoit

le leader de la Ligue II Mobilis, l'AS Aïn Milla dans un match très difficile. Les gars de la Zaouia, localité de la wilaya de Blida, feront tout leur possible pour poursuivre l'aventure, même s'ils savent que ce ne sera pas facile face à cette formation redoutable de l'ASAM. M. M.

Le programme :

Vendredi 2 mars 2018 à 16h :

MCA-MOB

CRZ-ASAM

Ligue des champions/ Horoya A - Génération foot

Abid Charef au sifflet

L'arbitre international algérien, Mehdi Abid Charef, dirigera le match entre la formation guinéenne de Horoya AC et l'équipe congolaise de Génération foot, prévu le 6 mars à 17h00 à Conakry en seizièmes de finale aller de la Ligue des champions, a indiqué mardi la

Confédération africaine de football (CAF). Le directeur de jeu algérien Abid Charef sera assisté de ses deux compatriotes Abdelhak Etschiali et Anouar Hmila. D'autre part, un autre trio arbitral algérien, sous la conduite de Mustapha Ghorbal, officiera la rencontre entre l'ES Sahel

(Tunisie) et Plateau United (Nigeria) qui se déroulera le 6 mars prochain à 18h00 au stade olympique de Sousse en seizièmes de finale aller de la Ligue des champions. Ghorbal aura comme assistants ses compatriotes Mokrane Gourari et Brahim El Hamlaoui.



toires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 dont la deuxième journée est prévue en septembre prochain.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi-Ouzou/Premier concours culturel universitaire

Une finale serrée pour les 32 compétiteurs

LA FINALE du premier Grand concours culturel universitaire s'est ouverte hier à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), organisatrice de cette manifestation, sur fond de compétition serrée entre les 32 étudiants en lice. Ce concours, parrainé par Algérie Poste et organisé en hommage à l'écrivain, anthropologue et linguiste, Mouloud Mammeri, a été lancé en octobre dernier. Il met en compétition des étudiants des différents campus de l'université de Tizi-Ouzou dans quatre catégories qui sont l'art oratoire, la poésie, le chant et le monologue, a rappelé le responsable des activités culturelles et artistiques à l'UMMTO, Slimane Belharat. Ces 32 finalistes ont été choisis pour leur talent, sur un total de 150 participants qui ont subi deux sélections devant un jury composé de spécialistes. Ils sont 12 candidats pour le chant, 10 pour la poésie, 5 pour l'art oratoire et également 5 pour le monologue, a indiqué M. Belharat, qui a rappelé que l'objectif de cette compétition culturelle est d'encourager l'émergence de jeunes talents artistiques dans le milieu universitaire. La matinée a été réservée à la compétition dans les catégories monologue, poésie et art oratoire, l'après-midi l'a été au chant pour terminer le concours en beauté avec les 12 voix finalistes, aussi belles les unes que les autres, qu'il sera difficile au jury de haut niveau composé du musicien Salem Kerrouche et des chanteurs Boudjemaa Agraw et Kezar Mohand Ouali, de sélectionner seulement trois gagnants. Dans les autres catégories, le jury de l'art oratoire, composé du journaliste radio Mohamed Haouchine, l'animateur radio Abdelmadjid Bali et Halouane Tanina, enseignants au département de langue française (UMMTO), doit choisir deux meilleurs orateurs sur les 5 finalistes. Celui de la poésie, constitué de Kaci Saadi, enseignant au département de langue et culture amazighes (UMMTO),

Nourredine Ait Slimane poète, et Arkoub Abdellah, inspecteur de langue amazighe, doit sélectionner 3 poètes, et le jury de la catégorie monologue, constitué des hommes de théâtre Tayeb Bouamar, Youcef Ait Mouloud et Saïd Zanoune auteur de pièces théâtrales radiophoniques, choisira les deux meilleurs monologues. A l'ouverture de ce concours, le vice-recteur chargé de la recherche scientifique et de la poste graduation, Idir Abderrezak, a rappelé l'engagement de l'UMMTO à soutenir et encourager toute démarche visant à dynamiser le paysage culturel et artistique au sein de cette même université, soulignant que la science, conjuguée à l'art, est une voie vers la créativité. Le même responsable a rappelé que l'art, sous toutes ses formes, permet d'impacter positivement le quotidien des personnes. «*Nous vivons aujourd'hui dans une ambiance de stress envahissant et l'expression artistique peut aider à réduire ce stress et à améliorer le bien-être physique et psychologique et à accompagner toutes les composantes de la communauté universitaire vers un épanouissement personnel, professionnel et académique.*», a-t-il ajouté. Présent à ce concours culturel universitaire, Allaoui Mohamed, représentant du DG d'Algérie Poste, a rappelé que suite à l'oblitération, en décembre dernier, d'un timbre-poste à l'effigie de l'écrivain Mouloud Mammeri, «*la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du numérique, a donné instructions pour l'accompagnement des activités culturelles en hommage au père de "La colline oubliée"*». «*Algérie Poste qui revêt un cachet social de par son contact direct et quotidien avec les citoyens, apporte son soutien et encouragement à la jeunesse algérienne, en parrainant ce genre d'initiatives et ce, dans le but de révéler et d'encourager l'émergence de jeunes talents*», a ajouté M. Allaoui.

Racim C.

Constantine

Marche nationale des médecins résidents

DES MÉDECINS résidents grévistes, venus de plusieurs wilayas du pays, ont entamé hier une marche dans la ville de Constantine, a-t-on constaté. Les protestataires, plus de 15 000 selon Mohamed Taïleb, représentant des médecins résidents algériens (7 000 médecins selon une source policière), ont entamé leur marche à partir du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis, en passant par Bab El Kantra et le pont géant Salah-Bey, avant de se rendre au centre-ville et retourner à leur point de départ. A l'issue de la marche, les organisateurs ont prévu de tenir une conférence de presse à

partir de 14 heures au CHU Benbadis, qui portera notamment sur leurs revendications relatives à l'amélioration de leur situation socioprofessionnelle et à l'annulation du service civil. Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) avait précédemment lancé un appel aux médecins résidents afin d'organiser des marches régionales pour exprimer leurs revendications. Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, avait reçu mardi une délégation de l'Union nationale de santé publique (Unsp) relevant du Syndicat national autonome des personnels de l'admi-

nistration publique (Snapap) conduite par son président, Lakhhal Amar, au titre d'une audience entrant dans le cadre du cycle de rencontres du ministre avec l'ensemble des partenaires sociaux. Durant cette rencontre, tenue en marge de la séance de travail avec la commission centrale de dialogue avec les partenaires sociaux, les participants ont abordé un certain nombre de points en rapport avec la situation socioprofessionnelle des personnels de la santé, notamment celle concernant les travailleurs contractuels.

Kamel L.

La trêve en Syrie n'a pas tenu



Loumis

Djalou@hotmail.com

Bordj Badji Mokhtar

4 contrebandiers arrêtés et 13 groupes électrogènes saisis

■ Un détachement de l'Armée nationale populaire «a intercepté, à Bordj Badji Mokhtar, 4 contrebandiers en possession de 13 groupes électrogènes et 9 marteaux-piqueurs», alors que 2 040 litres de carburant et près de 4 000 unités de tabac «ont été saisis à Bechar, Adrar et Tindouf», indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.



Par Yanis C.

En outre, deux cachettes contenant des grenades, des mines de confection artisanale, des détonateurs, une quantité de matières explosives, et des téléphones portables piégés, ont été découvertes et détruites mardi à Bouira par un détachement de l'Armée nationale

populaire selon le même communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 27 février 2018 à Bouira, deux cachettes contenant 29 téléphones portables piégés, 3 grenades, 16

mines de confection artisanale, 33 détonateurs, 350 grammes de matières explosives, des outils de détonation, ainsi que des vivres, des médicaments et divers objets», précise la même source. Dans le même contexte et lors d'une opération de recherche et de ratissage menée à Skikda, un détachement de l'ANP «a découvert 150 kilogrammes d'ammonitrate, servant dans la préparation des explosifs», tandis qu'un autre détachement «a détruit 11 bombes de confection artisanale à Tébessa». Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé 7 narcotrafiquants et saisi 33,9 kilogrammes de kif traité à Sidi Bel Abbès, tandis que 1 851 unités de différentes boissons ont été saisies à Ouargla et El-Oued».

Y. C./APS